

A la suite du vote décisif de lundi dernier, on a invité le gouvernement à démissionner, mais il a répliqué qu'ils voulait continuer à gouverner. La motion d'ajournement de l'honorable député de Kamloops a été adoptée par 79 voix contre 78, donc le gouvernement a été de nouveau défait. La Chambre a convenu lundi dernier que le gouvernement devait offrir sa démission, et pourtant le lendemain le premier ministre est revenu de la Jamaïque, sans doute pour dire quelques mots bien sentis aux membres de son Cabinet, et il a dit qu'il voulait garder les rênes de l'État. Ce qu'il a bien pu dire à ses ministres est sans importance. La question est de savoir si le gouvernement peut rester au pouvoir illégalement. Le premier ministre n'est-il pas moralement obligé de gouverner le pays selon la volonté des élus du peuple? Or, les représentants élus ont déclaré que le gouvernement devrait démissionner.

On ne peut remettre ça dans le cas d'un vote important. La politique n'est pas du hockey. Si l'on rejouait le match Finlande-Canada, je parie que le Canada emporterait la médaille d'argent au lieu de la médaille de bronze. Le premier ministre abandonnera la partie et se retirera de la politique avec une médaille de bronze toute ternie. Il a fait preuve de fort peu d'esprit sportif parce qu'il a failli à l'obligation morale de gouverner comme il faut, obligation qu'il a contractée le jour où il a accepté le titre de premier ministre.

Le ministre du Commerce a circulé dans l'Ouest du Canada en disant que le cabinet et le pays étaient divisés, que nous traversions une crise financière et on lui fait dire qu'il n'allait pas participer à la course au leadership. Il a dit qu'il tirait sa révérence. Mais lundi, en tant que premier ministre suppléant, il a permis à ses collègues de se faire battre, volontairement, car il n'avait lui-même aucune confiance en eux. (*Applaudissements*)

J'ai fait connaître mes opinions sur cette question un certain nombre de fois et, à une autre occasion, je citerai plus en détail ce qu'il est censé avoir dit. Ses observations se résument à ceci: il ne faisait aucune confiance à ses collègues du cabinet et il n'avait pas l'intention de participer à la course au leadership.

Pas d'imposition sans représentation, voilà l'essence même de la démocratie. Et pourtant que fait le gouvernement actuel? Le contraire. Bien que mis en minorité, il nous dit que nous paierons tous des impôts illégaux. Bien que la surtaxe de 5 p. 100 soit illégale, nous

[M. Horner (Acadia).]

allons continuer à la payer et le ministre des Finances ne s'en fait aucun scrupule. L'impôt, selon lui, ne sera pas remboursé aux Canadiens. L'autre jour, j'ai entendu le ministre des Finances défendre incroyablement mal sa position. Qu'a-t-il dit? Il a gémi. Il s'en est pris au député de Burnaby-Coquitlam d'avoir fait un discours politique. N'est-ce pas odieux en temps de crise?

• (9.00 p.m.)

Il voulait s'approprier le mérite de tout ce qui allait bien au Canada, mais il prétendait que nous ne devrions pas blâmer le gouvernement libéral pour ce qui allait mal, sous prétexte que la situation dans le monde n'était pas rose. Il nous a dit que le Canada traversait une période d'expansion. Oui, mais quel genre d'expansion? Les producteurs reçoivent moins pour ce qu'ils cultivent tandis que les prix à la consommation montent en flèche. Les taux d'intérêt augmentent. Le chômage augmente. Les impôts augmentent. Oui, tout augmente actuellement. Le ministre des Finances (M. Sharp) a tenté faiblement de défendre la position du gouvernement en nous disant que ce n'est pas sa faute; tout va mal dans le monde. Monsieur l'Orateur, le Conseil économique a clairement indiqué il y a quelque temps que, même sans le fardeau de la guerre au Vietnam, la position financière du Canada était beaucoup plus précaire que celle des États-Unis. Ces derniers mois, le dollar a été soumis à de fortes pressions et les taux d'intérêt ont monté rapidement; d'autre part, il y a eu le resserrement du crédit et le chômage. Il est extraordinaire que toutes ces choses se produisent en même temps et on se demande pourquoi.

Il n'est pas étonnant que le ministre du Commerce (M. Winters) ne se soit levé ce soir-là pour défendre ses collègues; il a si peu confiance en eux. Comment aurait-il pu les défendre? L'honorable représentant a ri de l'extrait de l'*Annuaire du Canada* et des commentaires formulés à cet égard. Le passage en question est rédigé de la même façon depuis 20 ans. Mais il y aura maintenant un changement. Cette partie sera modifiée, et le ministre du Commerce ne peut le nier; il sait que c'est la première chose qu'il lui faudra faire avant la publication du prochain *Annuaire du Canada*.

Qu'a-t-il dit de ses collègues? Que le gouvernement comprend des hommes consciencieux et des hommes qui veulent se cramponner au pouvoir à tout prix. Il déplorait l'absence d'un budget équilibré. Parlant du poste de premier ministre, il a dit ne pouvoir